

TUNISIE

NON À LA DÉRIVE AUTORITAIRE DU RÉGIME

LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES ET D'OPINION



Incarcérés depuis deux mois maintenant, sans autre forme de procès et, le plus souvent, aux motifs mensongers et fallacieux, de nombreux opposant(e)s et responsables politiques mais aussi de médias sont ainsi privé(e)s de leurs droits les plus élémentaires.

Leur « tort » est d'être en désaccord avec les orientations politiques imposées par le chef de l'Etat depuis le 25 juillet 2021. Toutes et tous sont victimes du décret-loi 54, un décret-loi liberticide.

- Contre la dérive autoritaire imposée au pays et à la société
- Libération immédiate des prisonniers politiques et d'opinion
 - Pour la liberté d'expression
- Non aux poursuites contre les journalistes, pour la liberté de la presse
 - Abrogation de l'article liberticide 54
 - Contre la haine et le racisme en Tunisie

Faisons de la fête de l'Aïd une fête pour les détenu.e.s

RASSEMBLEMENT À PARIS
SAMEDI 22 AVRIL, À 15 H, À LA FONTAINE DES INNOCENTS PARIS 1
METRO LES HALLES

Premiers signataires :

Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association UNIT, Collectif 3C, Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR), Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), Parti Al Jomhuri – France, Parti Al Massar – France. Parti Ettayar démocratique – France, Parti des travailleurs de Tunisie (PTT), section de France.

Soutiens :

Associations :

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) , Assemblée des citoyens originaires de Turquie (ACORT)

Association Femmes plurielles (AFP), Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) Paris/IDF, Association des Marocains en France (AMF), Association des Familles des Prisonniers et Disparus Sahraouis – (AFAPREDESA), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), CEDETIM/IPAM (Initiative pour un autre monde), Droit devant, Droit au logement (DAL), Europe solidaire sans frontières (ESSF), Fondation Frantz-Fanon (FFF), Forum Palestine Citoyenneté (FPC), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Réseau Féministe « Ruptures ». Riposte internationale, SOS Racisme, Union juive française pour la paix (UJFP).

Syndicats :

Confédération générale du Travail (CGT), Confédération française démocratique du travail (CFDT), Fédération des syndicats unis (FSU), Union syndicale Solidaires, Union Etudiante (UE).

Partis :

Ensemble, Mouvement des progressistes (MDP), Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Pour une écologie populaire et sociale (PEPS).